



Grenoble, le 28 décembre 2023



## Communiqué de la CGT Livreurs 38 et de l'association ADALI

Mercredi 27 décembre à 19 heures, une opération de police d'envergure a été organisée dans le centre-ville de Grenoble. La place Victor Hugo a été bouclée et une dizaine de livreurs ont été arrêtés et maintenus en garde à vue : une partie à Grenoble et 4 d'entre eux à Lyon.

Des opérations similaires ont été menées à Voiron et à Vienne.

Pendant près de 24 heures, nous avons eu les plus grandes difficultés à savoir ce qu'il était advenu des personnes interpellées.

Depuis, les personnes arrêtées ont été progressivement relâchées, après que leur ont été notifiées OQTF et IRTF (obligation de quitter le territoire français et interdiction de retour sur le territoire français).

Nous dénonçons cette opération de police qui ce jour-là, visait spécifiquement les livreurs. Et cela dans une période de l'entre deux fêtes où les associations de défense des migrants et beaucoup d'avocats sont en congé et où les recours sont compliqués !

### **Nous sommes des travailleurs, pas des délinquants !**

Certains ont été embarqués menottés, interpellés comme des délinquants alors que nous sommes des travailleurs qui travaillent durement, en payant impôts et cotisations et en rendant un service qui, rappelons-le, s'est avéré particulièrement utile lorsque nous avons été envoyés en première ligne au moment des confinements Covid

Ce travail, nous le faisons, malgré des conditions de sécurité et des rémunérations scandaleusement basses- celles-là mêmes que de nombreux livreurs ont contestées les 2 et 3 décembre par un mouvement de grève historique de la profession.

Nous ne sommes ni des « assistés », ni des « profiteurs », ni des voleurs, comme le laissent entendre le discours nauséabond que répandent aujourd'hui les forces réactionnaires qui veulent diviser le monde du travail.

### **Protéger en expulsant ?**

Cette opération a été présentée comme une opération visant à protéger les livreurs sans papiers de l'exploitation dont ils font l'objet par ceux qui leur sous-louent leur compte. L'hypocrisie est totale car la meilleure protection contre la surexploitation des travailleurs sans papier, c'est leur régularisation et non leur expulsion !

Nous demandons la reconnaissance du métier de livreur comme métier en tension, et qu'il puisse ouvrir droit pour les travailleurs sans papiers aux demandes de régularisation.

### **S'organiser et être solidaires**

Nous remercions les structures de la CGT – Union départementale, Union locale du Grand Grenoble et Fédération des transports- qui nous ont apporté leur soutien actif ainsi que toutes les organisations et personnalités qui se sont immédiatement mobilisées.

Bien décidé à « pourrir la vie des migrants » (comme Darmanin l'avait annoncé en octobre dernier), le Gouvernement passe aux actes sans même attendre la publication des décrets d'application de la loi immigration écrite sous la dictée de la droite et de l'extrême droite.

Nous appelons tous les livreurs à s'organiser pour ne pas rester isolés dans cette situation dangereuse et à se mobiliser massivement le 14 janvier avec l'ensemble des forces progressistes qui appellent au retrait de la loi « asile immigration ».